

Lettre aux élus

Les murs à pêches : bien commun et patrimoine montreuillois.

*Mesdames, Messieurs,*

*Vous êtes appelés à revoter le PLU suite à l'annulation du Tribunal Administratif.*

*Nous attirons votre attention sur le fait que cette version légèrement modifiée, n'a fait appel à aucune concertation, et ne règle ni la protection du secteur N des murs à pêches, ni l'extension de la zone des 21 ha aux 38 ha que constitue ce patrimoine.*

*Nous vous demandons, avant de revoter ce PLU, que des concertations s'ouvrent avant toute application.*

*Cordialement*

*L'association Murs à Pêches*

Note détaillée :

Modifications proposées :

- ☐ Abaissement de la hauteur des constructions de 8 mètres à 7 mètres ce qui continue de détruire le paysage des murs à Pêches de façon irréversible
- ☐ Distance entre deux constructions : 6 mètres
- ☐ retrait de 2 mètres à la limite séparatrice.

Le PLU qui a été annulé par le Jugement du tribunal administratif de Montreuil du 28/06/2012 permettait à un propriétaire de construire de façon quasi illimitée (« non strictement limité ») sur sa ou ses parcelles.

Un patrimoine aussi exceptionnel que les murs à pêches doit être protégé de l'urbanisation ce que ne garantissent pas les petites modifications que l'on vous demande de voter aujourd'hui.

De plus chaque fois qu'il y a une nécessité de construction, on puise sur cette zone. Ont ainsi été programmées : les ateliers du tramway, la piscine écologique, le collège, la maison de retraite, la cuisine centrale devant approvisionner 4 collèges.

D'autres constructions d'utilité publique de cette ampleur peuvent être construites en accord avec le PLU signant la quasi disparition des murs à pêches de Montreuil.

Ne considère-t-on pas le cadre de vie des montreuillois comme étant d'utilité publique et digne d'être protégé ?

( Courriel que nous avons fait parvenir à l'ensemble des élus le 10/09/12 )